



**REGROUPEMENT DES
COMITÉS LOGEMENT ET
ASSOCIATIONS DE LOCATAIRES
DU QUÉBEC**

Mémoire-éclair du RCLALQ Office de consultation publique de Montréal, Consultation « PUM 2050 »

Le projet de ville « PUM 2050 » mentionne que le fardeau excessif du coût du logement (plus de 50 % des revenus d'un ménage) est supporté à très forte majorité (plus de 90 %) par des locataires. Or, les mesures évoquées succinctement pour répondre à ces injustices se limitent à une plus grande offre de logements sociaux et soi-disant abordables. En l'absence de réel financement de la programmation provinciale de logements sociaux, la Ville de Montréal sait toutefois qu'elle n'a aucun contrôle sur celle-ci. En ce qui concerne les logements soi-disant « abordables », ils visent à loger les ménages de la classe moyenne et non ceux à faible revenu.

Par contre, la Ville de Montréal peut agir à l'intérieur de ses propres compétences pour mieux protéger le droit au maintien dans les lieux des ménages locataires à faible revenu, un droit très fragilisé ces dernières années et qui le sera encore plus si la Ville de Montréal encourage les projets d'éco-gentrification de transition écologique.

La Ville de Montréal délivre des permis de travaux et de transformation des logements sans même exiger que les projets obtiennent l'aval du Tribunal administratif du logement (TAL), ce qui revient à un passe-droit aux projets spéculatifs malveillants. Elle permet que plus de 95 % des locations AirBnb sur son territoire se fasse sans certification, ce qui revient à un autre passe-droit aux spéculateurs immobiliers. Elle ne sévit pas suffisamment contre les propriétaires qui n'entretiennent pas leur logement et privilégie une approche conciliante, un passe-droit supplémentaire pour les spéculateurs immobiliers.

Ainsi, la Ville de Montréal pourrait lier la délivrance de permis pour travaux ou de transformation de logements à une autorisation du TAL; interdire et surveiller la présence d'Airbnb sur son territoire; punir les propriétaires qui font des profits avec les taudis. Si ces gestes ne sont pas posés, il sera permis de conclure que, malgré ses beaux discours, la Ville de Montréal tourne le dos à l'exclusion sociale et la pauvreté.